



Bordeaux, le 2 juillet 2015

COMMUNIQUÉ

« Paysans en détresse : Trop de stress et pas assez de prix ! »

Toujours plus de contraintes et de complexité, toujours plus de charges qui alourdissent les coûts de production, toujours plus de travail et... toujours moins de rémunération : les agriculteurs français n'en peuvent plus !

L'agriculture française est un fleuron de notre économie, un formidable gisement d'emplois, par essence attachée aux territoires. Pourtant... tout est fait aujourd'hui pour la sacrifier !

Les vins et spiritueux dégagent pour le pays un **excédent commercial de près de 9 milliards d'euros par an** et les céréales un excédent de **plus de 7 milliards**. Pour la seule Gironde, la valeur de la seule production agricole avoisine les **2 milliards d'euros par an**. Illustration de cette création de richesse pour la France, les exploitations agricoles génèrent 14 % de l'emploi national, soit **1 200 000 emplois salariés...**

Dans le contexte économique et social actuel, **il n'est pas tolérable de continuer à gaspiller cet atout pour le pays qu'est l'agriculture.**

Écrasés par la pression réglementaire avec son flot incessant de nouvelles normes, multiples contrôles et sanctions, pressurés par les industries agroalimentaires, les négociants en tout genre et la grande distribution, accusés de tous les maux par les lobbies « marchands de peur », les agriculteurs s'enlisent dans une profonde détresse.

Aussi les syndicats FNSEA et JA et leurs réseaux locaux interpellent-ils aujourd'hui les pouvoirs publics et les parlementaires pour qu'ils comprennent enfin l'absolue nécessité :

- **d'en finir avec la production tous azimuts de normes et contraintes réglementaires,**
- de redonner les moyens à l'agriculture française d'être **compétitive en allégeant le coût du travail**, notamment par une amélioration de l'accès au CICE pour les exploitations agricoles, et en aidant à combler le retard de **modernisation des outils de production,**
- **interdire que l'on puisse importer et distribuer au consommateur des produits qui ne répondent pas aux mêmes normes que les produits français,**
- **veiller à ce que les prix payés aux producteurs couvrent l'augmentation de leur temps de travail et les surcoûts de production** générés par les nouvelles normes, notamment en intervenant concrètement pour que cesse la **guerre des prix** que se livrent les industriels et la grande distribution, dont pâtissent tout particulièrement en ce moment les éleveurs.